



MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

C.C.A.P.

Pouvoir adjudicateur	ETAT – Ministère de l'éducation nationale Madame la Rectrice de la région académique Auvergne- Rhône-Alpes, Recteur de l'académie de Lyon, Chancelière des universités Rectorat de l'académie de LYON 92, rue de Marseille - B.P. 7227 69354 LYON CEDEX 07
Objet du marché	Travaux de réaménagement du CIO de GIVORS
Référence du marché	Marché n° 2026015_DRAA_DRAI_214_TVX
Procédure retenue	Marché passé sur procédure adaptée en application des articles L1111-2, L2123-1, R2123-1 1° du code de la commande publique

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER – OBJET – INTERVENANTS – DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 Objet du marché	4
1.2 Décomposition en tranches et en lots	4
1.3 Intervenants	4
1.3.1 Personnes affectées à l'opération	4
1.3.2 Sous-traitance	4
1.4 Marché de prestations similaires	5
ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	5
ARTICLE 3 – DELAIS D'EXECUTION	5
3.1 Durée du marché, délais d'affermissement et délais d'exécution	5
3.2 Planning prévisionnel et calendrier détaillé d'exécution des travaux	6
3.2.1 Calendrier détaillé d'exécution	6
3.2.2 Modification du calendrier détaillé d'exécution	6
3.3 Prolongation des délais d'exécution	6
3.3.1 A l'initiative du pouvoir adjudicateur	6
3.3.2 Intempéries	7
3.3.3 Autres hypothèses	7
ARTICLE 4 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
4.1 Ordre de service	7
4.2 Conditions particulières d'exécution	7
4.2.1 conditions d'exécution sociale	7
4.2.2 conditions d'exécution environnementales	7
4.2.3 Provenance des matériaux et produit	7
4.2.4 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits	8
4.2.5 Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage	8
4.3 Implantation des ouvrages	8
4.3.1 Piquetage général ou spécial	8
4.3.2 Déclaration d'intention de commencer les travaux	8
4.3.3 Etat des lieux	8
4.4 Préparation, coordination et exécution des travaux	8
4.4.1 Répartition des dépenses communes	8
4.4.2 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux	10
4.4.3 Plans d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détail	10
4.4.4 Organisation, déroulement, sécurité et hygiène des chantiers	10
4.4.1 Installations de chantier	10
4.4.2 Mesures particulières concernant la sécurité et la santé	11
4.4.3 Limitation de la gêne occasionnée par les travaux	11
4.4.4 Registre de chantier	11
4.5 Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail	11
4.6 Dispositions en matière de protection de l'environnement	12
4.6.1 Dispositions générales	12
4.6.2 Mesures relatives à la gestion des déchets de chantier	12
4.6.3 Communication du bilan d'émission de gaz à effet de SERRE (BEGES)	12
4.7 Médiateur Relations Fournisseur	12
ARTICLE 5 – CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX	13
5.1 Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux	13
5.2 Réception	13
5.3 Documents fournis après exécution	13

ARTICLE 6 – REGIME FINANCIER	14
6.1 Contenu des prix.....	14
6.2 Nature du prix.....	14
6.3 Variation des prix.....	14
6.3.1 Modalités de variation des prix.....	14
6.3.2 Index de variation	15
6.4 Clause butoir et de sauvegarde.....	15
6.5 Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	15
ARTICLE 7 – PENALITES	15
7.1 Dispositions générales.....	15
7.2 Pénalités de retard	16
7.3 Autres pénalités et réfections	17
ARTICLE 8 – ASSURANCES	18
ARTICLE 9 – RETENUE DE GARANTIE	18
ARTICLE 10 – AVANCE	19
ARTICLE 11 – REGLEMENT DES COMPTES	19
11.1 Modalités de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités - Intérêts moratoires	19
11.2 Paiements des cotraitants et des sous-traitants ayant droit au paiement direct	20
11.3 Demandes de paiement	21
11.3.1 Demande de paiement d'acomptes	21
11.3.2 Demande de paiement final.....	21
ARTICLE 12 – RESILIATION ET MESURES COERCITIVES	21
12.1 Résiliation pour motif d'intérêt général	21
12.2 Résiliation du marché aux torts du titulaire	21
12.3 Autre cas de résiliation	22
12.4 Dispositions particulières relatives à la défaillance du mandataire solidaire d'un groupement conjoint	22
ARTICLE 13 – CLAUSE CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES	22
13.1 Dispositions générales	22
13.2 Prolongation du délai d'exécution des prestations.....	22
13.3 Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée.....	23
13.4 Indemnisation.....	23
13.5 Demande indemnitaire	23
13.6 Modalités de communication en cas de circonstances imprévisibles.....	24
ARTICLE 14 – CLAUSE DE REEXAMEN.....	24
14.1 Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution.....	24
14.2 Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution	24
14.3 bouleversement économique du marché due à une cause extérieure.....	24
ARTICLE 15 – LITIGE – DROIT – LANGUE - MONNAIE.....	24
ARTICLE 16 – DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX	25

ARTICLE PREMIER – OBJET – INTERVENANTS – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché

Le marché concerne le réaménagement du local CIO de Givors afin d'accueillir les agents de l'agence d'Oullins. Les travaux consistent à recloisonner les locaux et adapter les installations techniques au nouveau cloisonnement.

L'ouvrage à réaliser appartient à la catégorie des ouvrages de bâtiment pour une opération de réhabilitation ou réutilisation.

Le site est occupé. Il appartiendra au titulaire d'en tenir compte dans le cadre de sa mission. Il devra notamment s'engager à intervenir dans le respect des contraintes de fonctionnement de l'établissement, dont les contraintes de sécurité imposées notamment par le plan VIGIPRATE.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses documents annexés.

Conformément aux articles R2182-4 et R2182-5 du Code de la Commande Publique, les dispositions du présent marché prennent effet à compter de sa notification au titulaire.

1.2 Décomposition en tranches et en lots

Le marché comporte les lots décrits ci-dessous :

- Lot 1 : second œuvre
- Lot 2 : électricité courant faibles et fort
- Lot 3 : CVC

Il n'est pas prévu de tranches optionnelles pour ces lots.

Les lots 04 menuiserie extérieure, 05 aménagement extérieur, 06 agencement pour banque d'accueil ont fait l'objet d'une consultation séparée conformément aux dispositions de l'article R2122-8 du Code de la commande publique.

1.3 Intervenants

1.3.1 Personnes affectées à l'opération

Dans un délai de **2 semaines** à compter de la notification du marché, le titulaire désigne une personne physique, habilitée à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché, appelé « chargé d'affaire ». Le titulaire notifie cette désignation au Maître d'ouvrage.

Le chargé d'affaire est nommé pour toute la durée de l'opération sauf impondérable justifié par le titulaire. Le titulaire est tenu de notifier sans délai au Maître d'ouvrage tous changements survenant au cours de l'exécution du marché.

Le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de récuser la personne physique proposée dès lors qu'il juge que sa compétence, son comportement ou sa probité sont incompatibles avec la bonne exécution du marché. Le Maître d'ouvrage notifie sa décision au titulaire, qui dispose d'un délai de 10 jours pour proposer un nouveau chargé d'affaire.

1.3.2 Sous-traitance

Par dérogation à l'article 3.6 du CCAG-Travaux, un sous-traitant ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve,

- d'une part, que le représentant du pouvoir adjudicateur l'ait accepté et ait agréé ses conditions de paiement ;

- et d'autre part, que ce sous-traitant ait :
 - complété et signé un plan de prévention avec le chef de l'établissement où il intervient, ou son représentant, suite à une inspection préalable commune,
 - effectué la visite d'inspection commune avec le CSPS.

L'agrément d'un sous-traitant se fait dans les conditions exposées au 3.6.1 et 3.6.2 du CCAG-Travaux.

Par dérogation à l'article 3.6.1.2 du C.C.A.G. Travaux, la notification de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, est réalisée auprès du seul titulaire.

Les titulaires utiliseront pour ce faire le formulaire DC4, joint au dossier de consultation, et disponible gratuitement avec sa notice à l'adresse URL suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics> .

1.4 Marché de prestations similaires

Sans objet.

ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- Les pièces graphiques ;
- Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et leurs éventuelles annexes ;
- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) propre à tous les lots ;
- Le rapport initial de contrôle technique (RICT) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG-Travaux) applicable aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 modifié ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) * ;
- Le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux ;
- Le cadre de mémoire technique ou le mémoire technique ou la note méthodologique du candidat et leurs éventuelles annexes, les fiches matériels et matériaux lorsqu'elles sont demandées dans le cadre de la consultation ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché

() La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire ne sera considérée comme document contractuel que pour la détermination des prix unitaires servant au règlement des situations mensuelles d'acomptes et de travaux supplémentaires régulièrement commandés par le Maître de l'ouvrage ; elles ne pourront donc pas servir à donner quelque indication contractuelle que ce soit sur les quantités ou sur la nature d'ouvrages et de fournitures à exécuter par l'attributaire du marché.*

ARTICLE 3 – DELAIS D'EXECUTION

3.1 Durée du marché, délais d'affermissement et délais d'exécution

En application de l'article 18.1.1 du CCAG-Travaux, le délai d'exécution du marché **comprend la période de préparation**. Un seul et même ordre de service pourra inclure le démarrage de la période de préparation de chantier et le délai d'exécution des travaux.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux, la durée de la période de préparation est fixée à 15 jours.

Le délai d'exécution démarre à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant le démarrage de la période de préparation.

Les délais d'exécution des travaux sont définis conformément au calendrier prévisionnel d'exécution.

3.2 Planning prévisionnel et calendrier détaillé d'exécution des travaux

3.2.1 Calendrier détaillé d'exécution

Le planning prévisionnel est joint au DCE.

Date prévisionnelle de début des travaux : 30 août 2026.

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par l'OPC, et/ou le maître d'œuvre et après consultation des titulaires dans le cadre du planning prévisionnel d'exécution.

Dans les 2 premières semaines de la période de préparation, le titulaire fournit au maître d'œuvre et à l'OPC tous les éléments nécessaires à l'élaboration du programme d'exécution des travaux dont ses délais d'exécution (interventions, fabrications, commandes...).

En l'absence de réponse du titulaire en temps voulu, l'OPC fixe d'autorité les différents délais sans que le titulaire ne puisse émettre de contestations.

Après acceptation par les titulaires, le calendrier détaillé d'exécution est soumis à l'approbation du maître d'ouvrage puis notifié aux titulaires. L'absence de notification ne fait pas obstacle à l'exécution des travaux.

Le délai d'exécution des travaux propre à chaque lot s'insère dans le délai global d'exécution du marché prévu par ce calendrier. Le délai d'exécution des travaux.

Il est en outre précisé que le délai d'exécution des travaux incombant au titulaire du présent marché est confirmé ou modifié pendant la période de préparation du chantier dans les conditions prévues à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et au présent CCAP. Le calendrier détaillé d'exécution élaboré pendant la période de préparation se substituera au calendrier prévisionnel des travaux dans les conditions de l'article 28.2 du CCAG-Travaux

3.2.2 Modification du calendrier détaillé d'exécution

Le calendrier détaillé pourra être modifié par ordre de service en cours de travaux, Ce document rectifié deviendra contractuel en lieu et place du précédent et servira à l'application de l'article 7 du présent CCAP relatifs aux retenues et pénalités.

3.3 Prolongation des délais d'exécution

3.3.1 A l'initiative du pouvoir adjudicateur

En conséquence, la prolongation de délai justifiée par la rencontre de difficultés imprévues au cours du chantier fera l'objet d'un Ordre de Service ou d'un avenant

3.3.2 Intempéries

Sans objet.

3.3.3 Autres hypothèses

La prolongation des délais pourra avoir lieu dans les hypothèses visées par l'article 13 du présent CCAP.

ARTICLE 4 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

4.1 Ordre de service

Les ordres de service délivrés en application du présent marché sont rédigés par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage. Ils sont signés, numérotés et notifiés par le Maître d'œuvre au titulaire.

Par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG Travaux, un seul et même ordre de service pourra inclure le démarrage de la période de préparation de chantier et le délai d'exécution des travaux.

Par dérogation à l'article 3.8.1 du C.C.A.G. Travaux, les ordres de service sont signés par le Maître d'œuvre et par le Maître d'ouvrage dans les cas suivants :

- Notification de la date de commencement des travaux et planning d'exécution ;
- Modification des prestations ou travaux avec incidence financière ;
- Affermissement de tranche(s) optionnelles (s) ;
- Modification du délai global des travaux.

Sont signés par le seul Maître d'œuvre, les ordres de service à caractère technique ou relatifs à la bonne marche des travaux, et qui n'ont aucune répercussion directe ou indirecte sur le montant du marché, ni sur les délais d'exécution du marché, ni sur les dates jalons du calendrier prévisionnel (réception partielle, mise à disposition, etc..).

4.2 Conditions particulières d'exécution

4.2.1 conditions d'exécution sociale

Sans objet.

4.2.2 conditions d'exécution environnementales

Les conditions particulières sont définies dans le CCTP, notamment en ce qui concerne la prise en compte du développement durable dans la réalisation des prestations objet du marché ainsi que dans le cadre du mémoire technique et autres documents remis par le titulaire lors de son offre.

En cas d'inexécution de ces conditions, les titulaires s'exposent aux pénalités décrites dans l'article 7.2.

4.2.3 Provenance des matériaux et produit

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par le C.C.T.G. ou déroge aux dispositions dudit C.C.T.G.

Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'œuvre les documents assurant la traçabilité de tous les produits et matériaux mis en œuvre préalablement à leur mise en œuvre.

4.2.4 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Le maître d'ouvrage ou son représentant sur proposition du maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils seront rémunérés sur justificatifs.
- s'ils sont effectués par un tiers, ils seront réglés par le maître de l'ouvrage.

4.2.5 Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage

Sans objet.

4.3 Implantation des ouvrages

4.3.1 Piquetage général ou spécial

Sans objet.

4.3.2 Déclaration d'intention de commencer les travaux

Le titulaire est réputé avoir intégré dans son offre et y avoir prévu des prestations qui prennent en compte les contraintes éventuelles de proximité des réseaux existants sur le projet avec les incertitudes de localisation indiquées dans les pièces du marché.

L'apparition, en période de préparation et préalablement au compte-rendu de marquage piquetage, d'écarts entre les récépissés de Déclaration d'intention de commencer les travaux (DICT) et les éléments de la consultation, constitue un point d'arrêt. Les parties évaluent l'impact de ces écarts sur le projet, et leurs conséquences contractuelles.

Après analyse des écarts par le titulaire, le maître d'ouvrage l'informerait avant le démarrage des travaux des conditions nouvelles de réalisation et notamment des éventuelles adaptations du projet assurant sa compatibilité avec la configuration la plus récente des réseaux tiers existants. Les opérations de marquage-piquetage prendront en compte ces éléments.

4.3.3 Etat des lieux

Avant toute intervention sur le site ou sur les ouvrages existants :

Il sera procédé à un constat contradictoire d'état des lieux par le maître d'œuvre, en présence des entreprises et du chef d'établissement avant et après travaux. Cet état des lieux concerne les abords du chantier, l'emprise du chantier, et en particulier les accès aux zones de travaux dans le bâtiment.

Un constat d'huissier peut éventuellement être prévu dans les pièces techniques du marché.

Un relevé de l'état de la centrale incendie devra être effectué avant et après toute intervention par le titulaire sur le système de sécurité incendie.

4.4 Préparation, coordination et exécution des travaux

4.4.1 Répartition des dépenses communes

Toutes les dépenses communes sont mises à la charge du lot 1. Le lot électricité aura à sa charge le coffret électrique. Il n'y a pas de compte prorata.

Zone de stockage matériaux et déchets : Emplacement selon plan d'installation de chantier. Chaque titulaire à la charge de la gestion de ses bennes et de l'évacuation des déchets aux décharges publiques. Les entreprises privilégieront l'évacuation des déchets à l'avancement.

Compte tenu de la surface exiguë de l'opération, il ne peut pas être mis en place des installations et du stockage propre aux entreprises. Ces dernières devront gérer le chantier par des livraisons journalières. Les espaces verts ne sont pas disponibles pour la mise en place de containers ou autres volumes de stockage

Pour le nettoyage du chantier :

- Chaque titulaire doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux qui lui sont confiés. Il a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en états des installations qu'il a salies ou détériorées ainsi que l'évacuation hors du chantier des emballages et déchets.
- Il devra notamment chaque jour garantir un nettoyage des zones dans lesquelles il est intervenu. Il pourra être admis le stockage ponctuel dans ces zones de sacs ou récipients à déchets adéquats qui devront être mis dans les bennes dans un délai maximum de 24h.
- Chaque titulaire a la charge de l'évacuation de ses propres déblais, gravois de structure et déchets jusqu'aux lieux de stockages fixé par le maître d'œuvre sur proposition de l'entrepreneur titulaire du lot 01, selon le plan d'installation de chantier.
- En cas de non-respect de ces exigences, et sur la base d'une demande du coordonnateur SPS via le registre journal ou en réunion de chantier, le maître d'œuvre se réserve la possibilité de saisir la maîtrise d'ouvrage pour faire intervenir une entreprise de nettoyage extérieures aux frais de(s) entreprise(s) responsable(s) pré-identifiée(s).
- Par dérogation à l'article 11 du CCAG-Travaux, les constatations et constats contradictoires se dérouleront de la façon suivante :
 - o Il peut être procédé par le maître d'œuvre aux constatations à tout moment du rendez-vous hebdomadaire de chantier auquel chaque titulaire actif sur le chantier est tenu d'assister. Ces constatations sont effectuées sur la base des remarques du coordonnateur SPS. Si besoin, le maître d'œuvre se réserve par ailleurs la possibilité de fixer la date de ces constatations par email.
 - o Les constatations donnent lieu sur le champ à la rédaction d'un constat dressé par le maître d'œuvre contradictoirement avec le titulaire. Ces constatations et demandes de remédier au manquement des règles de sécurité et d'hygiène tiendront lieu d'OS. Une mise en demeure par le maître d'ouvrage pourra être réalisée immédiatement par lettre en RAR, email.
 - o Le cas échéant, le titulaire doit dans les 24 heures qui suivent, préciser par écrit ses observations ou réserves au maître d'œuvre. Il peut également, par écrit et sous ce même délai de 24 heures, demander à ce que soit réalisé des constatations contradictoires. A défaut et sauf preuve contraire fournie par lui et à ses frais, il n'est pas fondé à contester la décision du maître d'œuvre concernant les mesures à mettre en œuvre.
 - o Le titulaire est tenu de donner suite à la demande de respect de ces mesures dans les 48 heures qui suivent les constatations.

Par dérogation à l'article 37.2 du CCAG-Travaux, en cas de mise en demeure non suivie d'effet dans les 48 heures, le maître d'œuvre, après constat contradictoire, se réserve la possibilité de saisir le maître d'ouvrage pour que ce dernier déclenche l'intervention d'une entreprise de nettoyage extérieure aux frais et risques de(s) entreprise(s) responsable(s) pré-identifiée(s).

Dépenses de remise en état et réparation :

Font l'objet d'une répartition forfaitaire, dans tous les cas où elles n'ont pas été individualisées et mises à la charge d'une entreprise déterminée, les dépenses indiquées ci-après :

- frais de remise en état des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable ;
- frais de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés dans les cas suivants :
 - l'auteur des dégradations et des détournements ne peut être découvert,
 - les dégradations ou les détournements ne peuvent être imputés à l'entrepreneur d'un lot déterminé,
 - la responsabilité de l'auteur, insolvable, n'est pas couverte par un tiers.

Les sanitaires et le réfectoire du site sont mis à la disposition du personnel de chantier. Pour rappel, ces locaux sont partagés avec d'autres services administratifs, il est impératif de respecter l'hygiène, la propreté ainsi que l'utilisation avec les employés voisins.
Une petite quantité de meubles restera sur place, (y compris une imprimante) prévoir leur protection par la mise en œuvre d'une bâche épaisse solidement fixée. Il sera peut-être nécessaire de déplacer certains meubles pour la réalisation des travaux.

4.4.2 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux fixe le délai de la période de préparation, ainsi que son délai d'exécution particulier propre à chaque lot, l'ensemble de ces délais s'insérant dans le délai global de l'opération visée au CCAP.

Par dérogation à l'article 28.2.1 du CCAG-Travaux, l'ensemble des éléments du programme d'exécution des travaux est soumis pour visa du maître d'œuvre **dans le mois qui suit la date de démarrage de la période de préparation**. L'absence de remise des plans d'hygiène et de sécurité fait obstacle au commencement de la réalisation des travaux.

Les travaux étant allotés, le maître d'œuvre et/ou l'OPC élabore le calendrier détaillé d'exécution des travaux en concertation avec les titulaires des différents lots conformément aux dispositions de l'article 28.2.3 du CCAG-Travaux et du présent CCAP.

Pour cela, l'entrepreneur devra dresser un programme d'exécution des travaux comportant notamment le calendrier détaillé d'exécution des travaux, le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, le plan de sécurité et d'hygiène, ainsi que les dispositions utiles pour obtenir la qualité requise des ouvrages telles que définies à l'article 28.4 du CCAG-Travaux.

4.4.3 Plans d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détail

Les études d'exécution seront réalisées selon les conditions définies à l'article 29 du CCAG-Travaux et tel que précisé dans les CCTP.

Ces documents sont fournis en plusieurs exemplaires :

- Au maître d'ouvrage : 1 exemplaires papier et 1 exemplaire numérique
- Au maître d'œuvre : 1 exemplaire papier et 1 exemplaire numérique
- Au contrôleur technique : 1 exemplaire papier et 1 exemplaire numérique

Les études d'exécution seront soumises par l'entrepreneur au visa du maître d'œuvre et à l'avis du contrôleur technique, dans le respect du calendrier d'exécution des travaux, préalablement à la réalisation des travaux dans les conditions définies à l'article 29 du CCAG-Travaux.

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre.

4.4 Organisation, déroulement, sécurité et hygiène des chantiers

4.4.1 Installations de chantier

Le Plan Général de Coordination sécurité et protection de la santé (PGCSPS) définit les installations de chantier.

L'emplacement des aires de stockage sera défini avec le maître d'ouvrage en période de préparation de chantier.

La location du domaine public incombe à chacun des titulaires. Les demandes d'autorisations d'occupation provisoire du domaine public seront déposées auprès des collectivités dans les 8 jours ouvrés suivant la notification de l'ordre de service de démarrage de l'exécution des travaux.

Le titulaire s'engage au respect de toutes dispositions législatives, réglementaires ou contractuelles relatives aux installations de chantier.

Aires de stockage

L'emplacement des aires de stockage est défini en prévisionnel sur le plan schématique de chantier. Il pourra être revu, avec le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage, en période de préparation de chantier.

Occupation du domaine public

La location du domaine public incombe à chacun des titulaires. Les demandes d'autorisations d'occupation provisoire du domaine public seront déposées auprès des collectivités dans les 8 jours ouvrés suivant la notification de l'ordre de service de démarrage de l'exécution des travaux.

4.4.2 Mesures particulières concernant la sécurité et la santé

Les éléments liés à la sécurité sur le chantier et au CSPS sont détaillés dans plan général de coordination SPS (PGCSPS).

Badgée et identification :

Les horaires d'ouverture du site sont : 8h – 17h30, avec possibilité d'extension à 7 h le matin et 19h le soir sur demande.

Ils devront porter une tenue vestimentaire permettant de les identifier (badge et/ou tenue, carte d'identification du BTP).

Signalisation :

Comme indiqué à l'article 4.7.1 du présent CCAP, chaque entreprise a la charge de la signalisation et du balisage des travaux qu'elle effectue.

Mobilier existant : Une petite quantité de meubles restera sur place, (y compris une imprimante) prévoir leur protection par la mise en œuvre d'une bâche épaisse solidement fixée. Il sera peut-être nécessaire de déplacer certains meubles pour la réalisation des travaux.

4.4.3 Limitation de la gêne occasionnée par les travaux

Les travaux étant réalisés en site occupé, les locaux du service du CIO communiquent avec un autre service via une porte coupe-feu. Conformément à l'article 31.8 du CCAG-Travaux, le titulaire doit prendre, à ses frais et risques, les dispositions nécessaires pour réduire, dans toute la mesure du possible, les gênes imposées aux usagers et aux voisins, notamment celles qui peuvent être causées par les difficultés d'accès, le bruit des engins, les vibrations, les fumées et les poussières. Les sanitaires et le réfectoire du site sont mis à la disposition du personnel de chantier. Pour rappel, ces locaux sont partagés avec la maison de justice, il est impératif de respecter l'hygiène, la propreté ainsi que l'utilisation avec les employés voisins.

Le voisinage avec la maison de la justice sera à respecter, il est formellement interdit de pénétrer dans leurs locaux

4.4.4 Registre de chantier

Conformément à l'article 28.5 du CCAG-Travaux, un registre de chantier sera tenu par le maître d'œuvre.

Le titulaire ou chacun des membres, en cas de groupement, signera les nouveaux éléments du registre de chantier lors de chaque réunion de chantier.

4.5 Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire devra remettre au maître de l'ouvrage, sur demande de celui-ci, dans un délai de quinze jours, l'enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier établi conformément à l'article 31.5 du CCAG-Travaux.

4.6 Dispositions en matière de protection de l'environnement

4.6.1 Dispositions générales

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de l'environnement dans les conditions définies à l'article 7 du CCAG-Travaux ainsi que les dispositions du CCTP et du mémoire technique.

4.6.2 Mesures relatives à la gestion des déchets de chantier

Pour l'application de l'article 36 du CCAG Travaux, les titulaires concernés remettront au maître d'ouvrage, avec copie au maître d'œuvre et au CSPS les bordereaux de suivi des déchets de chantier conformes aux modèles réglementaires en vigueur.

4.6.3 Communication du bilan d'émission de gaz à effet de SERRE (BEGES)

Dans le cadre de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, les acheteurs de l'État mobilisent une condition d'exécution relative à l'article L.229-25 du code de l'environnement afin de vérifier le respect, par les titulaires qui y sont soumis*, de leur obligation d'établir et de publier leur bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et le plan de transition pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) présentant les objectifs, moyens et actions envisagés à cette fin et, le cas échéant, les actions mises en œuvre lors du précédent bilan. Il n'est pas attendu de l'acheteur qu'il analyse et vérifie le contenu du BEGES et de son plan de transition associé.

Ainsi, le titulaire soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement communique à l'acheteur son BEGES et le plan de transition associé.

Si tout ou partie de ces documents n'ont pas été transmis au stade de la candidature, alors le titulaire les transmet dans un délai maximum de six (6) mois après la date de notification du marché.

La communication du BEGES doit être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, le titulaire soumis aux obligations de déclaration extra-financière peut communiquer son plan via son rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; il indique à l'acheteur le lien internet lui permettant d'accéder à ce document. »

**Les personnes morales de droit privé employant plus de cinq cents personnes et, dans les régions et départements d'outre-mer, les personnes morales de droit privé employant plus de deux cent cinquante personnes.*

Pénalité

Dans le cas de défaut de transmission des documents exigés, une pénalité définie à l'article 7.2 du présent CCAP.

4.7 Médiateur Relations Fournisseur

Lorsque l'acheteur et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue d'une procédure de réclamation, ils privilégient le recours à un comité consultatif de règlement à l'amiable, à la

conciliation, à la médiation, notamment auprès du médiateur des entreprises, ou à l'arbitrage, dans les hypothèses et les conditions prévues par le code de la commande publique.

En cas d'échec des négociations directes engagées entre les parties, celles-ci ont notamment la possibilité :

- de saisir le médiateur interne « Relations fournisseurs » du Ministère de l'Education Nationale), indépendant de la fonction Achats (mediateur.fournisseurs@education.gouv.fr) Et/ou
- de recourir à un médiateur externe, notamment le Médiateur des entreprises.

En cas de recours à la médiation, les délais de recours contentieux sont interrompus et les prescriptions sont suspendues à compter de la date de la date d'acceptation des deux parties, conformément au Code de justice administrative.

Les constatations du médiateur et les déclarations des parties recueillies par ses soins dans le cadre de la médiation restent confidentielles, de même que l'accord qui en résulte, sauf nécessité liée à sa mise en œuvre.

Les délais de recours contentieux et les prescriptions pour une durée qui ne peut être inférieure à six mois, recommencent à courir de la date à laquelle soit l'une des parties, soit le médiateur, notifie à l'ensemble des parties et au médiateur que la médiation est terminée.

ARTICLE 5 – CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX

5.1 Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrage sont prévus par les fascicules intéressés du C.C.T.G ou le C.C.T.P

5.2 Réception

La réception est l'acte par lequel le maître d'ouvrage accepte avec ou sans réserves, l'ouvrage exécuté dans les conditions définies aux articles 41 et suivants du C.C.A.G-Travaux.

En application de l'article 42 du CCAG-Travaux, il pourra être procédé à une réception partielle des ouvrages.

5.3 Documents fournis après exécution

Le titulaire remet au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage dans les délais sous peine de pénalités définies à l'article 7.2 du présent CCAP, les éléments constitutifs du DOE et les éléments nécessaires à l'établissement du DIUO qui le concerne. Il remet un DOE définitif à la fin du marché.

Le contenu du DOE est fixé comme suit :

- les plans d'ensemble et de détails, les plans de récolement conformes aux ouvrages exécutés établis par le titulaire,
- les notes de calculs,
- les schémas électriques,
- les notices, fiches produits, références des matériaux et matériels mis en œuvre, et PV d'essais
- les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages, les spécifications de pose, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre établis ou collectés par l'entrepreneur, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements - les éventuels constats d'évacuation des déchets.

Ces documents seront fournis au maître d'œuvre en 3 exemplaires papier et 3 exemplaires sur support informatique en format pdf.

Les plans seront fournis en format dwg **et** en pdf.

Les notices de fonctionnement et d'entretien seront rédigées en langue française.

ARTICLE 6 – REGIME FINANCIER

6.1 Contenu des prix

Les prix du marché sont **hors T.V.A.**

Les prix sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux telles que visées à l'article 10.1 du CCAG Travaux.

Les prix incluent notamment les coûts pour interruption du chantier pendant la période de fermeture administrative du site.

En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

En cas de sous-traitance les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants par le titulaire ou les membres du groupement, ainsi que les conséquences de leurs défaillances.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

6.2 Nature du prix

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés, comme précisé à l'acte d'engagement, suivant la nature du marché par des prix forfaitaires dont le libellé est détaillé à la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

Conformément aux dispositions de l'article 9.3.4 du CCAG-Travaux, dans le cas où le sous-détail de la décomposition d'un ou de plusieurs prix forfaitaires n'aurait pas été fourni avec l'offre, l'entrepreneur est tenu de le fournir, sur demande du maître d'œuvre, dans les 20 jours à compter de la date de cette demande.

6.3 Variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro " (M0).

Le présent marché est passé à prix fermes et actualisables.

6.3.1 Modalités de variation des prix

Le prix est actualisé selon la formule de l'article 9.4.3 du CCAG-Travaux.

Les calculs seront effectués selon les modalités de l'article 10.5 du CCAG-Travaux comme suit :

Prix actualisé = prix initial x (indices ou index à la date de début d'exécution des prestations - 3 mois) / (indices ou index de la date de fixation du prix dans l'offre).

Pour la mise en œuvre de cette formule, les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec au maximum quatre décimales.

Par dérogation à l'article 10.5 du CCAG-Travaux pour chacun de ces calculs, l'arrondi du coefficient d'actualisation est traité de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (bornes incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (bornes incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

La demande de paiement du titulaire sera établie selon les stipulations de l'article 12.1.1 du CCAG-Travaux

6.3.2 Index de variation

Les index de référence choisis pour l'application de la clause de variation des prix des travaux s'appliquent à l'ensemble des prix de chaque lot :

Libellé du lot		Index de variation
Lot 1	Second œuvre	BT50
Lot 2	électricité courant faibles et fort	BT47
Lot 3	CVC	0,5 BT40 + 0,5 BT41

Ces index sont publiés :

- ☐ sur le site de l'INSEE : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3530678>
- ☐ sur le site du Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment <http://www.lemoniteur.fr/indices-prix>

En cas de changement ou de disparition d'un ou des index de variation ci-avant visés, il sera procédé par avenant à la suppression, au remplacement ou à la modification de la formule d'indexation avec les nouveaux éléments d'indexation des référence mis alors à disposition du maître d'ouvrage.

6.4 Clause butoir et de sauvegarde

Clause de sauvegarde: en cas, d'augmentation des prix au-delà de la limite de 10%, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier la partie non exécutée du marché sans indemnité.

6.5 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

En application de l'article 256 du code général des impôts, il est précisé que les pénalités ne sont pas soumises à la taxe à la valeur ajoutée.

ARTICLE 7 – PENALITES

7.1 Dispositions générales

Les stipulations de l'article 19 du CCAG-Travaux sont applicables. Cependant, **par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux**, aucune exonération de pénalité ne sera appliquée.

Par dérogation à l'article 19.2.2, le montant total des pénalités n'est pas plafonné.

Toutes les pénalités sont encourues sur simple constatation du maître d'œuvre. Elles seront provisionnées à titre conservatoire au fur et à mesure des situations de travaux. Elles seront rendues définitives ou non selon les modalités de l'article 19 du CCAG Travaux.

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux, l'entrepreneur subira en cas de retard dans l'exécution des prestations et travaux, les pénalités journalières indiquées dans le tableau ci-dessous à retenir sur le montant des acomptes mensuels.

Ce calcul de pénalité vaut aussi pour tout retard dans la réalisation des ouvrages témoins.

Le calcul des retards sera effectué sur la base du planning contractuel en vigueur.

Ces dispositions s'appliquent aux délais intermédiaires définis dans le calendrier d'exécution.

L'application des pénalités de retard est un droit contractuel du Maître d'ouvrage, auquel il peut renoncer, notamment en fonction de la situation du titulaire du marché (TPE ou PME), pour laquelle la mise en œuvre des pénalités peut avoir de lourdes conséquences financières.

7.2 Pénalités de retard

Par dérogation aux articles 19.1 et 19.2 du C.C.A.G. Travaux, en cas de non-respect des délais d'exécution du marché prévus à l'article 4.1 du présent CCAP, le titulaire peut se voir appliquer des pénalités dont le montant est fixé par jour calendaire de retard à :

Délai global d'exécution du marché	200€ par jour
Délai intermédiaire figurant dans le calendrier d'exécution des travaux (début et/ou fin de tâche) ou à défaut dans le planning prévisionnel d'exécution.	100€ par jour
Fourniture des éléments nécessaires à l'établissement du programme d'exécution des travaux pendant la période de préparation ou pour les études d'exécution et de synthèse	50€ par jour

En ce qui concerne les autres délais prévus au marché et le non-respect des demandes assorties d'un délai émanant du Maître d'ouvrage, du Maître d'œuvre, du Contrôleur technique ou du Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, les pénalités encourues par jour calendaire de retard sont les suivantes :

Désignation de la personne physique habilitée à représenter le titulaire pour les besoins de l'exécution du marché	100 € par jour
Établissement d'un devis détaillé sur demande de la Maitrise d'œuvre	50 € par jour
Remise de documents ou échantillons pendant la période de préparation ou pour les études d'exécution et de synthèse, tels que note de calcul, procès-verbal d'essai, fiche d'autocontrôle, mise à jour de documents suivant VISA, etc...	50 € par document ou échantillon et par jour
Délais d'intervention nécessaires à l'élaboration du calendrier détaillé d'exécution, délais de fabrication et d'approvisionnement,	50 € par jour
Remise du plan particulier en matière de sécurité et de protection de la santé	50 € par jour
Levée d'une réserve par rapport au délai dont elle a été assortie dans le procès-verbal de réception des ouvrages	50 € par réserve et par jour
Remise des documents après exécution tels que Dossier des Ouvrages Exécutés (cf. article 7-4 du présent CCAP) ou retard de formation	200 € par jour
Remise des attestations d'assurance	100 € par jour

Absence de fourniture des éléments permettant de vérifier la régularité de la situation du titulaire vis-à-vis des articles <u>D 8222-5</u> ou <u>D 8222-7</u> et <u>8</u> du Code du Travail	200 € par jour
Défaut de transmission des documents exigés au titre du BEGES pour les entreprises soumises à l'obligation de transmission,	50 € par jour
Retard d'intervention dans le cadre de la GPA	100 € par jour

7.3 Autres pénalités et réfections

Sur ce chantier qui se réalise dans l'enceinte d'un service, le maître d'ouvrage sera intransigeant sur tous les écarts constatés par rapport aux exigences exprimées concernant les installations de chantier, les modalités de circulation des personnels des entreprises, les conditions de livraison, de stockage et de rangement des matériels et matériaux et les conditions générales de préservation et de conservation des équipements conservés et présents sur le site

Le titulaire peut se voir appliquer d'autres pénalités ou réfections pour les motifs suivants :

Non-respect des dispositions du mémoire technique du titulaire notamment en matière de moyens matériels et humains affectés à l'opération matériaux, méthode, méthodologie, organisation de chantier, outils et appareils	50 € par manquement
Absence non justifiée ou retard supérieur à 45 minutes à une réunion où la présence d'un des représentants du titulaire est requise (réunion chantier, etc.), ou représentation par une personne non habilitée à engager le titulaire	100 € par absence
Absence non excusée d'un représentant au CISSCT quand la législation impose la réunion de ce collège	100 € par absence
Non-respect d'une mise en demeure de soumettre à l'acceptation du Maître d'ouvrage un sous-traitant non déclaré	200€ par jour calendaire à compter de l'échéance de la demande de régularisation jusqu'au dépôt du dossier complet de demande d'acceptation
Non-respect d'une injonction du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé	500 € par évènement
Infraction constatée aux règles de sécurité et de protection de la santé sur le chantier	500 € par infraction constatée et par jour
Manquement constaté aux règles relatives à la protection de l'environnement, défaut de nettoyage du chantier ou des voies publiques empruntées à proximité du chantier, dépôt de matériaux ou matériels en dehors des zones affectées, défaut de gestion des déchets	200 € par évènement constaté et par jour
Manquement constaté aux sujétions spéciales pour travaux exécutés à proximité de lieux habités, fréquentés ou protégés	200 € par évènement constaté et par jour
Non-respect de l'interdiction d'affichage, enseigne et publicité sur le chantier	100 € par infraction et par jour
Non-respect de l'interdiction d'organiser une visite avec des personnes extérieures au chantier	200 € par infraction
Non-respect de l'obligation de secret professionnel tel que définie au CCAP	500 € par infraction
Manquement constaté sur la gestion des consommations en eau et électricité conduisant à un gaspillage énergétique (ex: <i>tuyaux d'eau percés, robinet ouvert, luminaire laissés allumés hors période de chantier, etc..</i>)	150 € par évènement constaté, applicable au Compte-prorata à défaut d'identification du fautif

Constat de travail dissimulé, le titulaire ou l'un de ses cotraitants ne s'étant pas acquitté des formalités mentionnées aux <u>articles L. 8221-3 à L. 8221-5</u>	10% du montant du contrat HT pourra être appliqué en application de l'article <u>L. 8222-6</u> du Code du Travail. Cette Pénalité est toutefois plafonnée au montant des amendes encourues en application des <u>articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224</u>
Exécution non conforme au mémoire technique et ses annexes, au CTP ou aux documents contractualisés liés au développement durable (par exemple spécifications techniques ou conditions d'exécutions liées à l'environnement et au développement durable, fiche de retraitement des déchets etc...)	100 € par manquement
Réfections prévues par le C.C.A.G. Travaux :	
Réfections liées à l'exécution de prestations du marché que le Maître d'ouvrage serait conduit après mise en demeure non suivie d'effet, à réaliser ou faire réaliser aux frais du titulaire ;	
Réfections correspondant à des prestations prévues au marché et que le titulaire n'aurait pas exécutées, en application du principe du règlement selon service fait	

ARTICLE 8 – ASSURANCES

Conformément aux dispositions de l'article 8.1 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) et sous-traitant doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil ;
- une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

Les polices d'assurances devront prévoir des montants de garantie suffisants pour la couverture des risques encourus et inclure les conséquences de toute solidarité.

ARTICLE 9 – RETENUE DE GARANTIE

En application des articles R 2191-33 à R2191-35 du code de la commande publique, une retenue de garantie sera appliquée sur chaque acompte et sur le solde dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

Le montant de la retenue de garantie ne peut être supérieur aux taux ci-après fixés applicable au montant initial du marché augmenté, le cas échéant, du montant des modifications en cours d'exécution, soit :

- **3 %** : titulaire du marché public ou sous-traitant admis au paiement direct étant une **petite et moyenne entreprise** mentionnée à l'article R 2191-33 du code de la commande publique ;
- **5%** : **autres entreprises**.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. Le montant de la garantie à première demande ne peut être supérieur à celui de la retenue de garantie qu'elle remplace. Son objet est identique à celui de la retenue de garantie qu'elle remplace.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie. Toutefois, cette garantie à première demande est constituée pour le montant total du marché y compris les avenants. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

Il est rappelé qu'en cas de réserves notifiées au titulaire du contrat et non levées avant la date d'expiration du délai de garantie, la retenue de garantie ne sera remboursée ou les personnes ayant délivré leur garantie ne seront libérées qu'un mois après la date de la levée effective de ces réserves.

En application de l'article R2191-36 du Code de la commande publique, le maître d'ouvrage n'accepte pas les cautions personnelles et solidaires.

ARTICLE 10 – AVANCE

Sans objet.

ARTICLE 11 – REGLEMENT DES COMPTES

Le règlement des comptes se fait par des acomptes mensuels et un solde établis et réglés comme il est indiqué à l'article 12 du CCAG-Travaux précisé ou modifié comme suit.

Les travaux seront constatés et réglés à l'avancement des travaux au pourcentage des quantités de travaux exécutés. Le solde sera réglé à l'achèvement de l'ouvrage.

Le titulaire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner une date certaine.

Le titulaire devra présenter une demande d'acompte par lot.

Il est précisé que chaque acompte mensuel devra être établi conformément aux dispositions de l'article 12.2.1 du CCAG-Travaux ;

11.1 Modalités de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités - Intérêts moratoires

Le mode de règlement est le virement bancaire par mandatement administratif et la monnaie de Compte est l'Euro.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré des intérêts oratoires légalement prévus.

Facturation électronique :

En application de l'article L2192-1 du code de la commande publique, le titulaire de marché conclus avec l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics, ainsi que leurs co- et sous-traitants admis au paiement direct, transmettent leurs factures sous forme électronique.,

Le " portail public de facturation ", permettant le dépôt, la réception et la transmission des factures sous forme électronique est disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

En application de l'article D. 2192-2, sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures mentionnées aux articles L. 2192-1 à L. 2192-3 comportent les **mentions suivantes** :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- Code siret : 11000201100044
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Pour les émetteurs ne disposant pas du numéro d'identité mentionné à l'alinéa précédent, un arrêté du ministre chargé du budget, annexé au présent code, fixe l'identifiant qui doit être porté sur les factures.

11.2 Paiements des cotraitants et des sous-traitants ayant droit au paiement direct

Les paiements sont répartis entre le titulaire, les cotraitants ou sous-traitants payés directement comme indiqué dans l'acte d'engagement et son annexe en cas de besoin.

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des cotraitants si la répartition des paiements figure à l'acte d'engagement ainsi que l'indication des comptes à créditer pour chacun. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des cotraitants. L'acceptation d'un règlement à chacun des cotraitants solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des cotraitants.

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct seront subordonnés à l'indication dans le projet de décompte de la somme à prélever sur celles qui sont dues au titulaire ou au membre du groupement concerné par la partie de la prestation exécutée.

En complément de l'article 12.1.7 du CCAG-Travaux, le titulaire transmet avec sa demande de paiement la copie des demandes de paiement des sous-traitants acceptées, complétées ou rectifiées par lui.

Le paiement du sous-traitant sera effectué sur la base de la demande de paiement adressée, par le sous-traitant, au pouvoir adjudicateur et libellée en son nom, ou, de l'acceptation totale ou partielle de la facture du sous-traitant par le titulaire, dans les conditions visées aux articles R2192-22 et -23 du code de la commande publique. Ces dispositions sont applicables aux demandes de paiement en cours de marché et pour solde du contrat de sous-traitance.

11.3 Demandes de paiement

11.3.1 Demande de paiement d'acomptes

Les demandes de paiement d'acompte et les vérifications de des projets d'acomptes dont lieu dans les conditions fixées par l'article 12.2.1 du CCAG-Travaux.

11.3.2 Demande de paiement final

La vérification et la transmission du projet de décompte final ainsi que l'établissement du décompte général interviennent dans les conditions de l'article 12.3.1 et 12.4.1 du CCAG-Travaux, et du CCAP ou CCP du marché de maîtrise d'œuvre.

Conformément à l'article 12.4.2 du CCAG-Travaux, le représentant du pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général avant la plus tardive des deux dates ci-après :

- trente jours après la date de remise au maître d'œuvre du projet de décompte final par le titulaire ;
- ou, par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG-Travaux, trente jours après la publication de l'index de référence permettant le calcul des révisions.

ARTICLE 12 – RESILIATION ET MESURES COERCITIVES

Les dispositions des articles 49 à 52 du CCAG-Travaux sont applicables au présent marché auxquelles s'ajoute la disposition suivante :

12.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 50.4 du CCAG-Travaux, sans préjudice de l'application des dispositions des alinéas 2 et 3 de l'article 50.4 la résiliation sur ce fondement ne donnera droit à aucune indemnité de résiliation.

12.2 Résiliation du marché aux torts du titulaire

- **Par dérogation à l'article 50.3 du CCAG-Travaux** et en complément de l'article 3.6.2 du CCAG-TRAVAUX , en cas de non production dans les **8 jours** de l'acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus, présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus, et après mise en demeure du sous-traitant de rang 1 et plus et du titulaire du marché, restée sans effet dans un délai fixé, **par dérogation à l'article 52.1 du CCAG-Travaux**, à 8 jours, le marché sera résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques ;
- **En cas d'inexactitude des documents et renseignements** mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou **de refus de produire** les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera

résilié aux torts du titulaire et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques ;

- **En cas de manquement répété du titulaire aux stipulations prévues au CCAP**, l'acheteur peut procéder, après mise en demeure préalable, à la résiliation dans les conditions définies par le CCAG-Travaux aux torts du titulaire ;

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 50.3 du CCAG-Travaux avec les précisions suivantes : le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

12.3 Autre cas de résiliation

La résiliation peut intervenir en application de l'application de l'article 13.3 du présent CCAP, relatif aux circonstances imprévisibles ainsi qu'en application de l'article 6.5 relatif à la clause de sauvegarde.

12.4 Dispositions particulières relatives à la défaillance du mandataire solidaire d'un groupement conjoint

Par dérogation aux articles 52.7.2 et 52.7.3 du CCAG-Travaux, lorsque le mandataire solidaire est défaillant dans ses fonctions de coordination du groupement, si les autres membres du groupement ne désignent pas parmi eux le nouveau mandataire solidaire, le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité soit :

- de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs travaux après désignation d'un mandataire non solidaire,
- de prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité.

ARTICLE 13 – CLAUSE CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES

13.1 Dispositions générales

Les présentes clauses ont vocation à s'appliquer en cas de survenance des circonstances imprévisibles décrites à l'article 53.3 du CCAG-Travaux.

La suspension éventuelle des travaux ou des prestations s'effectue dans les conditions fixées à l'article 53.3 du CCAG-Travaux.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanctions, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire et à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle en raison de retards ou de d'inexécution des obligations leur incombant dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

13.2 Prolongation du délai d'exécution des prestations

Par dérogation à l'article 18.2 du CCAG-Travaux, le pouvoir adjudicateur prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur.

Le titulaire signale au pouvoir adjudicateur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans les délais contractuels. Il dispose d'un délai de 15 jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché dans le cas où celui-ci arrive à échéance dans

un délai inférieur à 15 jours. Il indique par la même demande, au pouvoir adjudicateur la durée de la prolongation demandée.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative du service bénéficiaire qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée du marché.

Par dérogation à l'article 18.2.1 du CCAG-Travaux, dans un délai raisonnable, les parties conviennent le cas échéant, des modifications à apporter au marché du fait de la prolongation des délais d'exécution et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par cette suspension.

En cas de prolongation de délais d'exécution, les pénalités de retard prévues à l'article 7 du présent CCAP ne seront pas dues.

13.3 Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait de l'évènement perturbateur, le service bénéficiaire prononce la résiliation du marché sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

Les constatations relatives aux ouvrages exécutées et aux parties d'ouvrage exécutées ainsi que le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions de l'article 51 du CCAG-Travaux, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

13.4 Indemnisation

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économiques

Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. A défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

Un pourcentage de 10% du montant de la perte effective reste à la charge du titulaire.

13.5 Demande indemnitaire

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis au pouvoir adjudicateur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par l'article 55 du CCAG-Travaux et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure (par ex : impossibilité de se rendre sur site).

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

13.6 Modalités de communication en cas de circonstances imprévisibles

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

Lorsque les parties privilégient les échanges dématérialisés, elles choisissent des modalités permettant de tracer la date d'envoi et de réception du document (courrier en lettre recommandée avec AR, mail avec AR).

ARTICLE 14 – CLAUSE DE REEXAMEN

En complément des clauses permettant le réexamen du marché qui pourraient être incluses dans d'autres dispositions du présent CCAP, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes :

14.1 Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le titulaire pourra proposer au maître d'ouvrage la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer.

Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,
- cession de contrat,
- décès,
- opération de restructuration du titulaire,
- en cas de groupement : défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles. Dans ce cas, il sera fait application des articles 52.7.2 et 52.7.3 du CCAG-Travaux.

Le maître d'ouvrage vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, le maître d'ouvrage acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles au marché.

14.2 Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution

Ces modalités de substitution s'appliquent au cas de la défaillance du mandataire dans l'exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement.

14.3 bouleversement économique du marché due à une cause extérieure

En cas d'événement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat (crise sanitaire par exemple), une modification du présent marché pourra être envisagée afin d'y remédier dans les conditions et selon les modalités de l'article 54 du CCAG-Travaux

Le titulaire est tenu de demander en temps utile qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre au maître d'ouvrage d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indice utilisés pour la révision des prix du marché. Les surcoûts pris en charge par le maître d'ouvrage peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par les documents particuliers du marché ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

ARTICLE 15 – LITIGE – DROIT – LANGUE - MONNAIE

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

ARTICLE 16 – DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Il est dérogé aux articles désignés ci-après du CCAG-Travaux applicable aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 modifié par les articles correspondant cités ci-dessous du CCAP :

Articles du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations	Articles du CCAG-Travaux auxquels il est dérogé
1.3.2	3.6, 3.6.1.2
2	4.1
3.1	28.1
4.1	18.1.1, 3.8.1
4.4.1	11, 37.2
4.4.2	28.2.1
6.3.1	10.5
7.1	19.2.1, 19.2.2, 19.2.3
7.2	19.1, 19.21, 9.3
11.3.2	12.4.2
12.1	50.4
12.2	50.3, 52.1
12.4	52.7.2 et 52.7.3
13.2	18.2, 18.2.1